



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des
travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal
13 octobre 2017

Pour tout CONTACT :
npapsacaen@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

AMPLIFIER LA RIPOSTE, TOUS ENSEMBLE !

Ce mardi 10 octobre, il y a eu des centaines de milliers de manifestants dans tout le pays. Dans les écoles, dans les hôpitaux, dans les collectivités locales, à Pôle Emploi et bien d'autres secteurs, les salariés du public se sont mobilisés par la grève. Cette journée, après celles du 12 et 21 septembre contre les ordonnances Macron, est une nouvelle preuve que dans le monde du travail, on ne compte pas laisser le gouvernement faire passer ses sales mesures sans réagir.

C'est un encouragement pour aller vers un mouvement d'ensemble, du public et du privé. Il faut préparer la suite, dès maintenant !

Toujours là, n'en déplaise à Macron !

La semaine dernière, en déplacement en Corrèze, Emmanuel Macron s'est quelque peu fait chahuter par les ouvriers de GM&S, un sous-traitant de l'automobile de la région, frappés par un plan de 157 licenciements. Il n'a pas trouvé mieux que de déclarer que plutôt que de « foutre le bordel », ces manifestants feraient mieux d'aller chercher un emploi. Début septembre, face aux premières manifestations contre ses ordonnances modifiant, au profit des patrons, le code du travail, il avait déjà traité les manifestants de « fainéants », « extrémistes » auxquels il ne céderait rien. Bref, il suffit qu'on descende dans la rue pour que Macron ne se tienne plus et affiche ouvertement sa morgue de président des riches. Raison de plus pour continuer sur cette voie !

Car pour les riches, Macron déplie le tapis rouge. Suppression de l'ISF et remplacement par un simple impôt sur l'immobilier. Après un tollé sur les yachts qui devaient aussi échapper à l'impôt sur la fortune, ceux-ci resteront peut-être soumis à une petite taxe. Mais ces baisses d'impôts sur la fortune devraient faire plus de 3 milliards de pertes pour l'État. Quand il s'agit de faire des cadeaux aux riches, on n'entend plus parler du déficit public. Par contre, il y aurait eu urgence à réduire les APL !

Les ordonnances sur le Code du travail, c'est déjà plus de liberté pour les patrons pour licencier et pour passer outre les quelques protections prévues par le Code du travail.

Et le gouvernement n'entend pas en rester là : pour

les prochaines semaines il annonce déjà d'autres attaques sur l'Assurance chômage et la Sécurité sociale, la hausse de la CSG, etc.

Rien à attendre des parlottes

Passons sur les négociations qui commenceraient jeudi sur ces sujets, où le gouvernement a déjà bouclé ses plans. Certaines directions syndicales se prêteront peut-être au jeu, voire trouveront qu'il y a du bon dans les réformes de Macron. Comme Mailly, secrétaire général de Force ouvrière (FO), le disait au sujet des ordonnances. Mal lui en a pris, puisque bien des militants de FO l'ont désavoué et ont participé aux manifestations. Ce qui est sûr, c'est qu'il n'y a rien à attendre de ces discussions dans les ministères.

En grève et dans la rue le 19 octobre !

Les directions des confédérations s'étaient refusées à faire de la journée de ce mardi une journée de mobilisation pour tous les salariés. Mais dans plusieurs entreprises privées, des militants ou structures syndicales avaient appelé à y participer, au-delà des seuls agents publics.

Dans les manifestations, les revendications portaient sur les salaires et les suppressions d'emplois, qui nous concernent tous. Toutes les attaques du gouvernement et du patronat forment un ensemble. C'est tout le monde du travail qui est visé, qu'on soit du privé ou du public, en activité, en retraite ou au chômage.

Pour construire la riposte nécessaire, il ne faut pas rester divisés, un jour une catégorie, le lendemain une autre. Il faut saisir toutes les occasions pour aller dans le sens d'un mouvement d'ensemble à la hauteur des attaques de Macron. À commencer par la journée du 19 octobre à l'initiative de la CGT.

Faut pas jouer les pauvres quand on a le sou

Ça y est, c'est officiel, le déménagement du bâtiment K sera achevé en août prochain. Un petit tiers de l'activité part au bâtiment G, tandis que le reste disparaîtra. Au passage, la direction anticipe une grosse économie sur les impôts fonciers.

Il va être difficile de continuer à prétendre qu'il n'y a pas de sous pour les embauches et les salaires...

À quand les fusées de détresse ?

On n'arrête pas le progrès. Dans l'usine du futur, les chefs auront tous des applis sur leur portable pour les prévenir dès qu'une ligne tombe en panne, afin qu'ils puissent nous tomber dessus aussitôt. Et pour ceux qui ne sauraient plus se repérer dans l'usine, on commence à installer des écrans qui clignotent en vert tant que tout va bien, mais virent à l'orange voire au rouge dès que la production ralentit trop.

Avis aux RG : tous ces gadgets ne remplaceront pas un entretien régulier et soigneux des bécanes. Vous n'avez donc pas fini d'user vos semelles...

Modification des horaires : gare à l'arnaque

À PSA Mulhouse, la direction a annoncé qu'elle veut modifier les horaires. L'équipe du matin prendrait plus tôt, ferait des journées de 8h30 et ferait un samedi dit « cyclé » toutes les six semaines, sans compter les samedis en modulation H+. D'après la CGT du site, c'est 5 samedis sur 12 qu'il faudrait passer à l'usine.

Pour compenser ces semaines de dingue (entre 42h30 et 50h10 selon qu'on ait un samedi « cyclé » ou pas) en équipe du matin, celle de l'après-midi ne ferait que 4 journées, le vendredi étant libéré. La direction fait miroiter un week-end de trois jours... en omettant de dire que c'est au prix d'un week-end d'un jour la semaine suivante, et surtout que cette libération du vendredi après-midi lui permettra d'imposer davantage de séances de H+ ces mêmes vendredis après-midis.

À Caen, la direction aime à dire qu'on doit s'adapter aux horaires des usines terminales. On sait à quoi s'attendre...

Sochaux : à bas la précarité !

L'équipe VSD en place à Sochaux emploie 1 500 intérimaires. La boîte d'intérim sélectionnée par PSA, Go Job, fait son beurre en passant par internet aussi bien pour le recrutement que pour les contrats ou les fiches de paie... lesquelles sont apparemment parfois truffées d'erreurs, obligeant leurs destinataires à protester pour obtenir leur dû.

Le seul truc qui n'est pas virtuel avec cette boîte, c'est le coup de pied au derrière qu'elle met aux intérimaires en fin de mission... en attendant celui qu'elle

prendra quand ses salariés lui rendront la monnaie de sa pièce.

PSA : Pompe à fric

À Poissy en novembre, l'équipe de nuit est suspendue pendant trois semaines. Trois semaines d'arrêt de production en équipe de nuit, ça revient à une semaine d'arrêt total de production pour l'usine. C'est un moyen de réduire son stock de voitures avant la fin de l'année pour payer moins d'impôts.

Une nouvelle manière de faire du chômage fiscal, avec la bienveillance du gouvernement Macron comme des précédents.

La soirée Ferrero Rocher bloque les ouvriers

Mardi 3 octobre, des petits patrons faisaient une soirée au Forum Armand Peugeot sur le site de PSA Poissy. Des participants mal garés ont bloqué le passage des cars de 20h. Les salariés ont poireauté 1h30 avant de pouvoir partir de l'usine.

PSA se défile en disant que c'est la mairie qui est responsable. Sauf que si ça avait été la production qui avait été entravée au commencement d'équipe, elle aurait fait dégager tout ce petit gratin mal stationné.

Il faut que PSA paye le temps d'attente en H+.

La Macronnerie de la semaine

Après avoir insulté les travailleuses de Gad (traitées d'« illettrées ») lorsqu'il n'était que ministre, puis parlé récemment « des gens qui ne sont rien » qu'on croise paraît-il dans les gares, le nouveau président des riches a déversé son mépris de classe sur les salariés licenciés de GM&S : « certains, au lieu de foutre le bordel, ils feraient mieux de regarder s'ils ne peuvent pas avoir des postes là-bas ».

Sauf que « là-bas », c'est une fonderie qui recrute 18 salariés dans des métiers différents de ceux des 157 licenciés de GM&S, à 200 kilo- mètres, deux heures de route de l'usine qui licencie, « une broutille en métro », ironise un ouvrier.

Monsanto : faire son miel en empoisonnant les abeilles

Une étude récente révèle que 75 % du miel produit dans le monde contient des pesticides toxiques. C'est même 89 % pour la production d'Amérique du Nord. La firme Monsanto, qui pratique un lobbying forcené auprès des politiques pour imposer l'autorisation de ses pesticides – comme le glyphosate –, n'hésite pas non plus à acheter la signature de scientifiques connus et corrompus pour masquer la dangerosité de ses produits.

La course au profit pratiquée par cette multinationale sans scrupules est un danger pour toute la planète.